

TIC-TAC HEBDO

Magazine du week-end – 23 Mai 2026
L'hebdomadaire d'informations et d'actualités du groupe de presse TIC-TAC, basé à Goma, au Nord-Kivu.

PRIX 2500 Fc

- Nord-Kivu : suspension du transport des passagers entre Goma et Butembo
- Rwanda : frontières renforcées face à la menace Ebola
- ADF : de nouvelles attaques ravivent les inquiétudes dans le Grand Nord
- 530 cadres de base de l'AFC/M23 formés à Rutshuru

Groupe de Presse TIC-TAC 02, Avenue Bunia, Quartier Murara (derrière Instigo,) Goma, Nord-Kivu Tél. : +243 994 054 675 Email : stickrdc@gmail.com



La résurgence de la maladie à virus Ebola dans l'est de la République démocratique du Congo provoque une série de mesures exceptionnelles. Suspension du transport des passagers entre Goma et Butembo, renforcement des contrôles sanitaires au Rwanda, vigilance accrue à Rutshuru et mobilisation des confessions religieuses à Goma : le Nord-Kivu entre en phase d'alerte renforcée.



CCMT Nord-Kivu : six motos volées restituées à leurs propriétaires



Goma : Murara place sécurité et développement au cœur de son action



ÉDITORIAL

Une province sous plusieurs urgences

Le Nord-Kivu traverse une période où plusieurs crises se superposent dangereusement.

Alors que la population continue de porter les séquelles d’années d’insécurité, voilà qu’une nouvelle menace sanitaire vient raviver les inquiétudes collectives. La résurgence de la maladie à virus Ebola, souche Bundibugyo, replace brutalement la santé publique au

centre des préoccupations d’une province déjà fragilisée.

Ce numéro de ****TIC-TAC HEBDO**** en témoigne clairement.

D’un côté, les autorités sanitaires et administratives multiplient les mesures d’urgence : suspension des transports entre Goma et Butembo, renforcement des contrôles frontaliers, campagnes de sensibilisation communautaire et mobilisation des leaders religieux.

De l’autre, la situation sécuritaire reste profondément préoccupante.

Dans le Grand Nord, les attaques attribuées aux ADF continuent de faire des victimes civiles, pendant que les populations attendent toujours une réponse sécuritaire durable capable de restaurer pleinement la confiance.

À ces urgences sanitaire et sécuritaire s’ajoutent des interrogations persistantes sur la gouvernance publique.

La polémique suscitée par les révélations autour des dépenses publiques engagées pour certaines missions officielles rappelle combien la question de la gestion rigoureuse des ressources nationales reste centrale dans un pays confronté à tant de besoins sociaux.

Pendant ce temps, sur le terrain, des initiatives locales tentent malgré tout de maintenir une dynamique de résilience.

Des communautés s’organisent. Des cadres locaux prennent des engagements. Des organisations citoyennes sensibilisent. Des acteurs sociaux tentent de préserver le lien collectif.

Mais une province ne peut durablement survivre uniquement par la résilience de ses habitants.

Elle a besoin de sécurité.
Elle a besoin de santé publique efficace.
Elle a besoin de gouvernance crédible.
Elle a besoin d’une vision claire.

Dans les moments de crise, la responsabilité des institutions se mesure moins aux discours qu’à leur capacité réelle à protéger les populations.

Le Nord-Kivu mérite davantage qu’une gestion permanente de l’urgence.

Il mérite des réponses durables.

****La Rédaction****

Constitution en RDC : Delly Sesanga ferme la porte à toute révision opportuniste



Le débat autour d’une éventuelle révision constitutionnelle en République démocratique du Congo continue d’alimenter les discussions politiques, alors que certains appels au dialogue national refont surface dans un contexte institutionnel particulièrement sensible.

Interrogé sur l’hypothèse d’un rapprochement politique avec le pouvoir en place dans le cadre d’un dialogue qui remettrait sur la table la question constitutionnelle, ****Delly Sesanga**** a adopté une position particulièrement ferme.

L’opposant politique et député national rappelle qu’il n’est pas opposé par principe à toute réflexion sur l’amélioration du cadre

juridique national, précisant qu’il avait lui-même initié, à un moment donné, une proposition de révision constitutionnelle.

Cependant, il affirme avoir volontairement retiré cette initiative dès l’instauration de l’état de siège, estimant que la Constitution congolaise interdit clairement toute modification en période de guerre, d’état d’urgence ou de circonstances exceptionnelles.

Pour Delly Sesanga, le débat ne peut être instrumentalisé pour répondre à des intérêts politiques circonstanciels.

L’opposant met particulièrement en garde contre toute tentative visant à toucher à l’****article 220 de la Constitution****, considéré comme l’un des principaux verrous institutionnels protégeant notamment la limitation des mandats présidentiels.

Selon lui, ouvrir un tel débat dans le contexte actuel risquerait d’alimenter davantage les tensions politiques et institutionnelles dans un pays déjà confronté à de graves défis sécuritaires et sociaux.

Sa sortie semble également contenir une critique implicite de certaines pratiques politiques consistant à remettre en cause les textes fondamentaux au gré des intérêts du moment.

Pour plusieurs observateurs, cette prise de position traduit la persistance d’une profonde méfiance au sein de l’opposition face à toute initiative susceptible d’être interprétée comme

une tentative de reconfiguration du paysage institutionnel au profit du pouvoir en place.

Alors que l’est du pays reste confronté à l’insécurité, que les urgences sanitaires réapparaissent et que les attentes sociales demeurent fortes, la question de la priorité réelle des réformes institutionnelles continue d’interroger une partie de l’opinion.

Dans un pays où les débats constitutionnels ont souvent constitué des points de crispation majeurs, la moindre évocation d’une réforme du texte fondamental demeure hautement sensible.

****Rédaction TIC TAC HEBDO****



Ets BR CONSTRUCTION
VOTRE VISION,
NOTRE RÉALISATION



PAVÉ EN PIERRE
SERVICE DE QUALITÉ

OPTION 1
Achat pavés + transport
12\$
Par m²

OPTION 2
Pack complet (Achat + transport + main d'œuvre)
15\$
Par m²

Appel / WhatsApp: +243 814 447 126
Appel : +243 897 049 546

Adresse : Ville de Goma, Q. Kyeshero 2, Route Cathédrale-CCLK
CCLK (Réf: Pancarte Clinique les 2 Samaritaines)

ALERTE EBOLA : LES MESURES SE DURCISSENT

Alors que la résurgence de la maladie à virus Ebola ravive les inquiétudes dans l’est de la République démocratique du Congo, les autorités multiplient les mesures d’urgence afin de contenir toute propagation rapide de l’épidémie. Entre restrictions de transport, contrôles frontaliers renforcés et vigilance sanitaire accrue, le Nord-Kivu entre dans une nouvelle phase de prévention renforcée.



Nord-Kivu : suspension du transport des passagers entre Goma et Butembo pour freiner Ebola

Dans le cadre du renforcement de la riposte contre la maladie à virus Ebola, souche Bundibugyo, le Gouvernorat du Nord-Kivu a annoncé une série de mesures sanitaires exceptionnelles visant à limiter la propagation de cette menace sanitaire à travers la province.

Dans un communiqué officiel rendu public

ce vendredi 22 mai 2026, les autorités provinciales annoncent qu’à compter du samedi 23 mai 2026, le transport des passagers entre les villes de Goma et Butembo par bus et taxis communément appelés “Leo Leo” est suspendu jusqu’à nouvel ordre.

Selon le Gouvernorat, cette décision vise à prévenir tout risque de propagation interurbaine du virus et à renforcer la protection sanitaire des populations exposées.

Les autorités précisent toutefois que cette restriction ne concerne pas le transport des marchandises, notamment les biens, vivres et produits non alimentaires.

Dans ce cadre, seuls le chauffeur et son aide seront autorisés à bord des véhicules assurant le transport logistique entre les différentes zones concernées.

Le communiqué souligne que cette mesure s’inscrit dans le cadre plus large des efforts de riposte engagés pour contenir la circulation du virus et éviter une extension rapide de l’épidémie.

Le maire de la ville de Goma ainsi que les administrateurs des territoires concernés ont été instruits de veiller à l’application stricte de cette décision dès son entrée en vigueur.

Le Gouvernorat appelle enfin la population à la compréhension, à la vigilance et au strict respect des dispositions prises, estimant que ces mesures constituent un effort collectif indispensable à la protection de la santé publique.

Source : Cellcom Gouvernorat du Nord-Kivu

Ebola : le Rwanda renforce les contrôles sanitaires à sa frontière avec la RDC

Face à la résurgence de la maladie à virus Ebola dans l’est de la République démocratique du Congo, le gouvernement rwandais a annoncé un durcissement immédiat de ses mesures sanitaires préventives, illustrant le niveau de vigilance régionale suscité par cette nouvelle alerte sanitaire.

Dans un communiqué publié ce **22 mai 2026**, le **ministère rwandais de la Santé** précise qu’aucun cas confirmé d’Ebola n’a, à ce stade, été enregistré sur le territoire rwandais. Malgré cela, Kigali affirme vouloir agir de manière anticipative afin de prévenir toute introduction transfrontalière du virus.

Les nouvelles mesures, entrées en vigueur immédiatement, touchent particulièrement les mouvements de voyageurs en provenance de la République démocratique du Congo.

Selon les autorités rwandaises, **tout ressortissant étranger ayant séjourné ou transité par la RDC au cours des trente derniers jours se verra désormais refuser l’entrée sur le territoire rwandais.**

Concernant les **citoyens rwandais ainsi que les résidents permanents**, le gouvernement précise qu’ils pourront regagner le pays, mais seront automatiquement soumis à une **quarantaine obligatoire dès leur arrivée**, en application des protocoles sanitaires établis.

En parallèle, les autorités sanitaires annoncent le déploiement renforcé de dispositifs de contrôle à l’**aéroport international de Kigali**, ainsi qu’au niveau des principaux **points de passage terrestres avec la RDC**, notamment dans les zones

frontalières particulièrement fréquentées par les mouvements commerciaux et humains quotidiens.

Cette décision traduit l’inquiétude que suscite la circulation potentielle du virus dans une région caractérisée par une forte mobilité transfrontalière entre les populations de l’est congolais et les pays voisins.

Les échanges commerciaux, les déplacements familiaux, les flux humanitaires ainsi que les activités économiques quotidiennes entre Goma, Gisenyi et d’autres zones frontalières rendent la surveillance sanitaire particulièrement stratégique.

Au-delà de la dimension strictement sanitaire, cette mesure pourrait également produire des conséquences économiques et sociales sensibles pour les populations vivant du

commerce transfrontalier ou dépendantes de la mobilité régionale.

La réapparition de la souche **Bundibugyo** d’Ebola intervient dans un contexte déjà particulièrement fragile, marqué par les crises sécuritaires, les déplacements de populations et les pressions humanitaires persistantes dans l’est de la RDC.

Pour plusieurs observateurs, le choix du Rwanda d’agir rapidement reflète la mémoire encore vive des précédentes crises Ebola dans la région, qui avaient nécessité d’importants mécanismes de surveillance internationale.

Cette évolution place désormais la lutte contre Ebola non plus comme une simple question nationale congolaise, mais comme un enjeu régional de sécurité sanitaire.



EBOLA : LA MOBILISATION COMMUNAUTAIRE S’ORGANISE

Alors que les autorités renforcent les mesures officielles de prévention, plusieurs acteurs communautaires et sociaux se mobilisent pour sensibiliser les populations face au risque de propagation du virus.

Goma–Ebola : les confessions religieuses lancent des mesures de prévention

Face à la résurgence de la maladie à virus Ebola dans l’est de la République démocratique du Congo, plusieurs leaders religieux de Goma intensifient les actions de sensibilisation afin de prévenir toute propagation du virus au sein des communautés.

Dans les lieux de culte, la vigilance s’organise progressivement autour du respect des mesures barrières et de la responsabilisation des fidèles.

Parmi les voix qui se sont exprimées, Joël Amrani, représentant d’une confession religieuse locale, appelle à une mobilisation collective et à une prise de conscience communautaire face à cette nouvelle menace sanitaire.

Dans une déclaration accordée à la presse, ce leader religieux affirme vouloir relayer activement les messages de prévention auprès des croyants de différentes paroisses et communautés de la région.

Selon lui, cette mobilisation intervient dans un contexte particulièrement sensible, alors que la province continue déjà de faire face aux conséquences d’une situation sécuritaire prolongée.



« Le peuple a déjà beaucoup souffert. Nous devons aujourd’hui faire preuve de responsabilité collective pour éviter une nouvelle catastrophe sanitaire », résume-t-il.

Les responsables religieux recommandent notamment :

- l’installation de stations de lavage des mains dans les lieux de culte ;
- le respect de la distanciation physique ;

le port obligatoire du masque pendant les rassemblements religieux ;
la vigilance face aux symptômes suspects.

Les confessions religieuses, traditionnellement influentes dans la sensibilisation communautaire, apparaissent ainsi comme un relais important dans la lutte contre Ebola.

Awa Jean de Dieu depuis Goma

Rutshuru : l’administration territoriale renforce les mesures sanitaires contre Ebola



Face à la résurgence de la maladie à virus Ebola dans la province du Nord-Kivu, les autorités territoriales de Rutshuru ont décidé d’intensifier les actions de prévention afin d’éviter toute propagation du virus au sein de cette entité stratégique.

Situé dans une zone marquée par d’importants mouvements de populations et de multiples interactions communautaires, le territoire de Rutshuru apparaît comme un espace particulièrement sensible dans le contexte actuel de vigilance sanitaire renforcée.

C’est dans cette optique que le **jeudi 21 mai 2026**, l’administrateur du territoire **Ephrem Kabasha**, accompagné de son assistant **Désiré Kanyamarere**, a effectué une

tournée de proximité destinée à sensibiliser directement les habitants sur les comportements à adopter face à cette menace sanitaire.

Au cours de cette descente sur le terrain, les deux autorités ont insisté sur le respect strict des mesures de prévention reconnues comme essentielles dans la lutte contre Ebola.

« **Vous devez vous laver régulièrement les mains, éviter les contacts à risque, signaler rapidement tout cas suspect aux structures sanitaires et respecter les consignes données par les autorités sanitaires et administratives** », ont rappelé les responsables territoriaux aux populations rencontrées.

Au-delà du simple rappel des consignes sanitaires, cette initiative vise également à instaurer une dynamique de vigilance collective, dans laquelle chaque citoyen devient acteur de la prévention.

Les autorités locales estiment que la lutte contre Ebola ne peut reposer uniquement sur les structures sanitaires, mais nécessite l’implication active de toute la communauté.

Cette mobilisation intervient dans un contexte où la province fait déjà face à plusieurs défis sécuritaires et humanitaires, ce qui rend la gestion d’une nouvelle crise sanitaire encore plus délicate.

Pour les responsables territoriaux, la prévention demeure aujourd’hui la meilleure arme contre une éventuelle propagation communautaire du virus.

L’administration appelle ainsi la population de Rutshuru à la responsabilité, à la vigilance et à la collaboration avec les services sanitaires afin de protéger les familles et limiter tout risque d’expansion de l’épidémie.

Dans plusieurs zones de l’Est, les autorités administratives multiplient désormais les actions de sensibilisation de proximité, signe d’une volonté d’anticipation face à une menace dont les précédentes vagues ont laissé des souvenirs douloureux dans la région.

Anselme Syangoma

GRAND NORD : LES POPULATIONS TOUJOURS SOUS LA MENACE DES ADF

Alors que l'attention de l'opinion reste fortement mobilisée autour de la menace sanitaire liée à Ebola, la situation sécuritaire dans le Grand Nord demeure profondément préoccupante.



Dans les territoires de Beni, Lubero, mais aussi en Ituri, notamment à Irumu et Mambasa, les attaques attribuées aux rebelles ougandais des Forces Démocratiques Alliées (ADF) continuent de faire des victimes civiles, malgré les opérations militaires conjointes engagées depuis plusieurs années.

Cette persistance des violences relance les interrogations sur l'efficacité réelle des réponses sécuritaires déployées pour protéger durablement les populations.

Activisme des ADF : des défenseurs des droits humains dénoncent l'inefficacité de la riposte sécuritaire

Face à la poursuite des massacres dans plusieurs localités du Grand Nord, des défenseurs des droits humains haussent le ton et dénoncent ce qu'ils considèrent comme une incapacité persistante à neutraliser durablement la menace des ADF.

Dans une interview accordée à la presse, Maître Jean-Paul Paluku Ngahangondi, co-président du Consortium international pour les droits de l'homme au Congo (CIDHC), a vivement critiqué la gestion actuelle de cette crise sécuritaire. Selon lui, malgré les opérations militaires menées conjointement par les FARDC et

l'armée ougandaise UPDF dans le cadre de l'opération Shujaa, les populations civiles continuent de vivre dans la peur permanente.

Pour cet activiste, les résultats observés sur le terrain restent largement insuffisants au regard des pertes humaines régulièrement enregistrées.

Il estime que la répétition des attaques démontre les limites des mécanismes actuellement déployés.

Dans sa lecture, une réponse sécuritaire plus robuste, sous un format international comparable à certaines interventions extérieures du passé, mériterait d'être sérieusement examinée.

Ces déclarations interviennent alors que de nouvelles attaques ont encore été signalées dans certaines zones, notamment autour d'Oïcha, alimentant davantage l'angoisse des populations locales.

Pour de nombreuses familles, chaque nouvelle nuit reste synonyme d'incertitude, d'alerte et de peur.

La persistance de cette insécurité chronique renforce le sentiment d'abandon chez plusieurs communautés du Grand Nord.

Marty Dacruz Olemba

Est de la RDC : la perception d'une sécurité à géométrie variable continue d'alimenter les interrogations

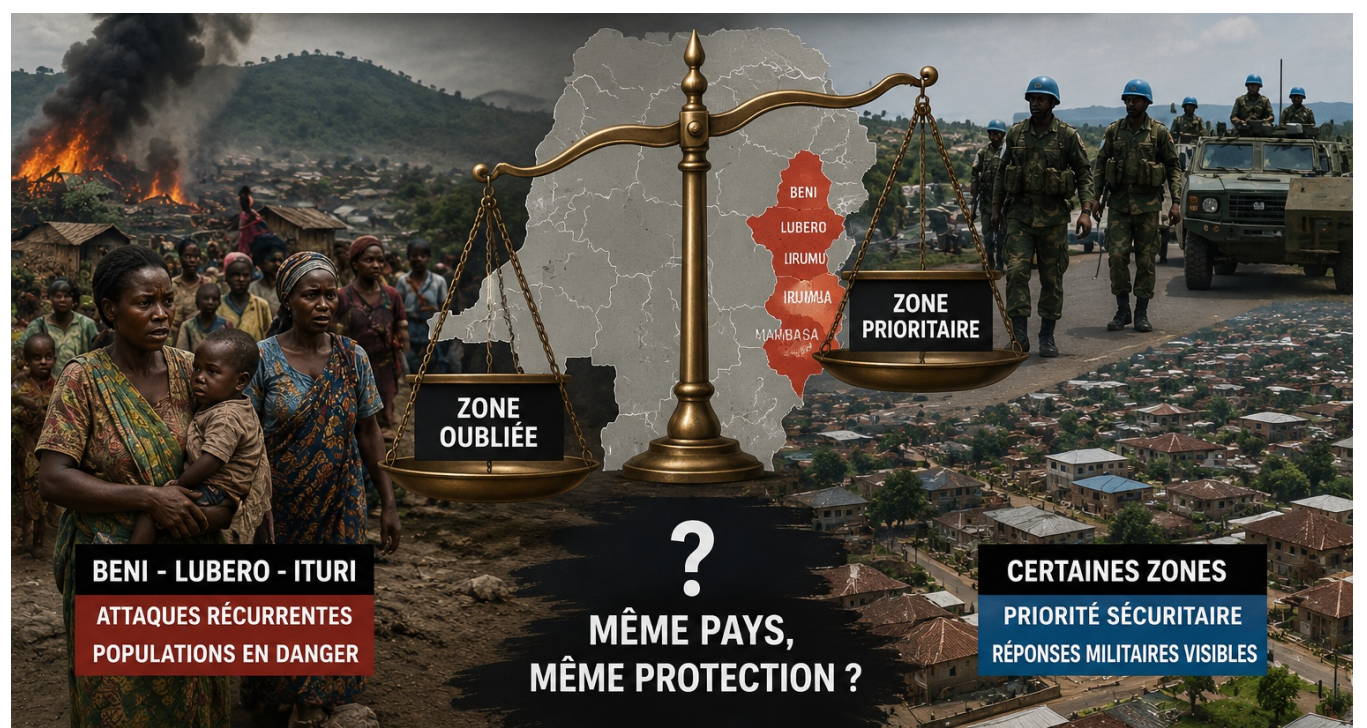
Au-delà de la brutalité des attaques attribuées aux ADF, une interrogation plus profonde continue de gagner du terrain dans certains cercles d'analyse, parmi les communautés affectées ainsi que dans certains milieux diplomatiques : celle d'un déséquilibre perçu dans la gestion des priorités sécuritaires nationales.

Dans le Grand Nord, notamment à Beni, Lubero, Irumu et Mambasa, les massacres se poursuivent malgré plusieurs années d'opérations militaires et d'efforts conjoints annoncés pour neutraliser les groupes armés actifs dans cette partie du pays.

Pendant ce temps, d'autres zones de l'Est connaissent parfois des réponses militaires plus visibles, plus intensives ou plus médiatisées.

Cette réalité nourrit chez certaines populations un sentiment d'incompréhension sur la hiérarchisation réelle des urgences sécuritaires.

Pour plusieurs observateurs, le danger ne réside pas uniquement dans les attaques elles-mêmes, mais également dans la perception d'une protection inégalement ressentie par les populations concernées.



Lorsque des communautés ont le sentiment que leurs souffrances deviennent routinières ou insuffisamment prises en compte, la confiance envers les institutions nationales s'érode progressivement.

Dans un contexte déjà marqué par les déplacements massifs de populations, les tensions communautaires, les fragilités humanitaires et les défis régionaux, cette perception devient elle-même un facteur d'instabilité.

Pour les partenaires diplomatiques et les observateurs internationaux, la question centrale reste celle de la cohérence stratégique de la protection des civils.

Car la stabilité durable d'un État repose aussi sur la conviction partagée que chaque citoyen, quelle que soit sa localisation, bénéficie de la même priorité sécuritaire.

Analyse – Rédaction TIC TAC HEBDO

GOUVERNANCE ET POLITIQUE : ENTRE POLÉMIQUES ET RESTRUCTURATION

Alors que les populations congolaises continuent de faire face à de multiples urgences sécuritaires, sanitaires et sociales, les débats sur la gouvernance publique restent particulièrement vifs. Entre polémiques sur l'utilisation des ressources publiques et dynamiques de structuration politico-administrative dans l'Est du pays, plusieurs signaux continuent d'alimenter les discussions.



Dépenses publiques en RDC : polémique autour d'une mission gouvernementale en Ouganda

Une vive controverse secoue l'opinion publique après une communication de la Convention pour le Respect des Droits Humains (CRDH) dénonçant ce qu'elle qualifie de gaspillage des deniers publics.

Selon une déclaration signée par Maître Jean-

Paul Paluku Ngahangondi, coordonnateur national de la CRDH et co-président du Consortium international pour les droits humains au Congo, la mission de 17 ministres congolais en Ouganda aurait mobilisé environ 1,7 million de dollars américains pour seulement deux jours de séjour.

Si ces chiffres venaient à être officiellement confirmés, ils alimenteraient de sérieuses interrogations sur la hiérarchisation des

priorités budgétaires dans un pays confronté à d'immenses défis sociaux.

Pour l'organisation, le contraste apparaît particulièrement choquant au regard des réalités vécues quotidiennement par la population : infrastructures dégradées, difficultés d'accès à l'eau potable, fragilité du système sanitaire, précarité salariale des enseignants et médecins, sans oublier les besoins humanitaires persistants dans l'Est.

La CRDH s'interroge notamment sur la justification d'un coût moyen estimé à près de 100 000 dollars par membre de la délégation.

Pour plusieurs observateurs, au-delà des chiffres avancés, cette polémique relance une question plus large : celle de la transparence, de la sobriété institutionnelle et de la crédibilité de la gouvernance publique.

Dans un pays où les attentes sociales restent immenses, chaque débat sur les dépenses publiques devient un révélateur de la relation de confiance entre institutions et citoyens.

Rédaction TIC TAC HEBDO, sur base d'une communication de la CRDH

Nord-Kivu : 530 cadres de base de l'AFC/M23 achèvent une formation idéologique à Rutshuru



Dans un contexte marqué par la reconfiguration politico-administrative de plusieurs entités de l'Est de la République démocratique du Congo, l'AFC/M23 poursuit ses efforts de structuration organisationnelle à travers la formation de ses cadres de proximité.

Plus de 530 cadres de base, venus principalement de la ville de Goma, ont ainsi achevé à Kanombe, dans le territoire de Rutshuru, une session de formation idéologique et de renforcement des capacités organisée par le mouvement.

Cette initiative a réuni plusieurs responsables politico-administratifs et militaires de premier plan, notamment Benjamin Mbonimpa, secrétaire exécutif de l'AFC/M23, le gouverneur du Nord-Kivu Erasto Musanga, le maire de Goma ainsi que d'autres cadres

du mouvement.

Selon les organisateurs, cette formation visait à renforcer les capacités des responsables communautaires appelés à assurer la gouvernance de proximité dans les différentes entités concernées.

Les participants étaient essentiellement composés de chefs de quartier, chefs d'avenue et chefs de cellule, considérés comme des relais essentiels entre les structures administratives et les communautés locales.

Plusieurs modules ont été développés durant cette session, notamment :

- * les principes de gouvernance locale ;
- * le leadership communautaire ;
- * la cohésion sociale ;

- * la gestion administrative de proximité ;
- * la mobilisation citoyenne ;
- * ainsi que la participation active des jeunes et des femmes dans la dynamique communautaire.

S'adressant aux participants, le gouverneur du Nord-Kivu Erasto Musanga a insisté sur l'importance de traduire les connaissances acquises en actions concrètes capables d'améliorer la gouvernance locale et la stabilité des communautés.

Il a également salué ce qu'il présente comme des avancées enregistrées dans le processus de sécurisation et d'organisation administrative dans certaines zones.

De son côté, Benjamin Mbonimpa est revenu sur les fondements idéologiques et politiques du mouvement, tout en évoquant le contexte politique plus large, notamment les échanges en cours avec le gouvernement congolais.

Au-delà de la formation elle-même, cette initiative traduit la volonté manifeste du mouvement de consolider ses mécanismes d'encadrement administratif et de gouvernance locale dans les zones sous son influence.

Pour plusieurs observateurs, ce type d'initiative témoigne d'une dynamique d'organisation politique et communautaire qui continue de structurer le paysage institutionnel local dans l'Est du pays.

Anselme Syangoma

Goma : Murara place sécurité et développement au cœur de son action



Récemment nommé et investi comme **chef du quartier Murara**, dans la commune de **Karisimbi**, par l’administration de l’**AFC/M23**, **Serge Masini** a dévoilé les grandes lignes de son plan d’action, articulé autour de plusieurs priorités majeures, notamment la sécurité, le développement communautaire et la mobilisation sociale.

Dans un contexte marqué par de multiples défis urbains et sociaux, le nouveau responsable du quartier affirme vouloir inscrire son action dans une logique de stabilisation durable et de responsabilisation communautaire.

La sécurité comme priorité immédiate

Considérant la sécurité comme le socle fondamental du développement, Serge Masini explique avoir fait de cette question sa première priorité dès son installation.

Selon lui, la sécurité n’est pas uniquement une affaire des autorités ou des forces de l’ordre, mais repose également sur l’implication active

de chaque citoyen.

C’est dans cette optique qu’une campagne de sensibilisation communautaire a été engagée afin d’encourager la vigilance collective et la collaboration avec les cadres de base.

Le chef du quartier appelle ainsi la population à signaler tout comportement suspect ou tout dérapage susceptible de compromettre la stabilité de l’entité.

Il précise également que plusieurs mécanismes de proximité sont progressivement mis en place avec les responsables communautaires afin de réduire durablement les cas de banditisme urbain.

Développement local et défis environnementaux

Au-delà des questions sécuritaires, Serge Masini entend également faire face aux nombreux défis environnementaux et structurels qui affectent le quartier Murara.

Cette partie de la ville de Goma reste confrontée à des phénomènes récurrents d’érosion, d’inondations et d’affaissements d’habitations, principalement causés par les eaux de ruissellement provenant de la partie nord de la ville.

Pour répondre à ces défis, le chef de quartier mise sur la mobilisation communautaire à travers les travaux d’intérêt collectif, communément appelés **salongo**.

Selon lui, l’implication directe des habitants demeure indispensable pour améliorer durablement le cadre de vie.

« Depuis mon avènement à la tête du quartier Murara, j’ai commencé par mobiliser les jeunes pour désenclaver notre entité. La jeunesse représente une force vive et l’avenir de notre nation. Elle n’a pas hésité à répondre

présente et s’est immédiatement mise au travail. Nous espérons que dans un futur proche, notre quartier ainsi que notre ville pourront être considérés comme un véritable miroir écologique », a-t-il déclaré.

Appel à la jeunesse

Le responsable du quartier se montre également préoccupé par certaines dérives sociales observées au sein de la jeunesse locale.

Il dénonce notamment l’oisiveté ainsi que la consommation excessive de boissons fortement alcoolisées, qu’il considère comme des obstacles au développement et à l’urgence collective.

Pour lui, la jeunesse doit redevenir un moteur du changement communautaire plutôt qu’un facteur de fragilisation sociale.

Il appelle ainsi à une prise de conscience collective afin de bâtir une dynamique positive autour du quartier.

Un quartier symbolique de Goma

Le quartier **Murara**, dont le nom rappelle l’un des volcans emblématiques de la chaîne des Virunga, demeure l’un des quartiers les plus anciens et symboliques de la ville de Goma.

Avec le découpage administratif de la ville, Goma compte aujourd’hui **19 quartiers**, et Murara reste l’une de ses vitrines historiques et urbaines.

À travers cette nouvelle dynamique, les autorités locales espèrent renforcer à la fois la sécurité, la cohésion communautaire et le développement de proximité.

Awa JDD

CCMT Nord-Kivu : six motos volées restituées à leurs propriétaires, un signal fort contre l’insécurité

Dans un contexte où les cas de vol de motos continuent d’inquiéter de nombreux conducteurs dans la ville de Goma et ses environs, la Coordination des Conducteurs de Motocycles et Tricycles du Nord-Kivu (CCMT-NK) a procédé à la restitution officielle de six motos récupérées après avoir été volées par des bandits.

La cérémonie organisée au siège de cette structure a constitué un moment de soulagement pour les bénéficiaires, dont plusieurs avaient perdu leur principal outil de travail.

Prenant la parole à cette occasion, les responsables de la coordination ont salué la collaboration établie avec les services de sécurité ainsi que l’importance du mécanisme d’identification des motos progressivement mis en place.

Selon la CCMT-NK, l’identification des engins constitue aujourd’hui un levier essentiel pour faciliter les recherches et améliorer les chances de restitution en cas de vol.

Les responsables ont également appelé l’ensemble des conducteurs de motos et tricycles à renforcer leur collaboration avec les structures d’encadrement afin de mieux sécuriser leurs activités professionnelles.



Pour les bénéficiaires, cette restitution représente bien plus qu’un simple retour de biens matériels.

Dans une ville où la moto demeure l’un des principaux moyens de mobilité urbaine et une source essentielle de revenus pour de nombreuses familles, perdre un engin signifie souvent une précarité immédiate.

Cette action illustre aussi l’importance des initiatives communautaires de prévention et de coopération entre citoyens et services de sécurité.

Au-delà de la remise des motos, le message envoyé est celui d’une lutte collective contre l’insécurité urbaine et le banditisme.

Jeanot Kamala

Ouverture du site opérationnel du FESKI : Blaise RUGUSHA, Directeur Général, affiche sa satisfaction

La ville de Goma a accueilli, le 15 mai 2026, l'ouverture officielle du site opérationnel et exécutif du Festival Social du Kivu (FESKI), une initiative à vocation sociale et culturelle qui entend renforcer l'engagement citoyen, la cohésion communautaire et la mobilisation de la jeunesse dans la région.

L'activité a réuni plusieurs jeunes leaders venus de différents coins du pays, notamment de Bukavu au Sud-Kivu, Lubero, Beni, Goma ainsi que Lubumbashi dans le Haut-Katanga, dans un esprit de convergence autour des questions sociales, culturelles et communautaires.

La cérémonie s'est tenue à Goma, avant d'arriver à Campus du Lac, précisément dans les installations d'Anna Group, nouveau site opérationnel et exécutif du FESKI, en présence de plusieurs partenaires et invités.

À cette occasion, Blaise RUGUSHA, entrepreneur et Directeur Général du Festival Social du Kivu, a exprimé sa satisfaction face à cette étape qu'il considère comme une avancée majeure dans la structuration du festival.

Pour le responsable de cette organisation, ces retrouvailles symbolisent bien plus qu'une simple inauguration.

Elles marquent, selon lui, la concrétisation d'une vision portée depuis plusieurs mois visant à doter le festival d'un cadre permanent capable d'accueillir ses activités administratives, opérationnelles et communautaires.

Ce nouveau site devra désormais servir de centre de coordination pour plusieurs initiatives orientées vers la jeunesse, le dialogue communautaire, l'action sociale et la promotion culturelle.

Dans un contexte où plusieurs dynamiques citoyennes cherchent à consolider le tissu social au Nord-Kivu, cette ouverture apparaît comme un signal encourageant pour les acteurs engagés dans la transformation communautaire.

L'installation de ce site opérationnel traduit également l'ambition du FESKI de renforcer durablement sa présence et son impact dans la région.

Jeannot KAMALA UWEZO





**FONDATION
DES AMIS DE
SHIVA PRASSAD**

Solidarité • Humanité • Développement

**LUTTE CONTRE
EBOLA**

**PROTÉGEONS-NOUS
PROTÉGEONS NOS PROCHES**





NOTRE SANTÉ



NOTRE RESPONSABILITÉ



NOTRE AVENIR











LAVEZ
régulièrement les mains



PORTEZ
correctement votre masque



ÉVITEZ
les contacts à risque



SIGNALEZ
tout cas suspect aux structures sanitaires



GARDEZ
une distance d'au moins 2 mètres

POUR PLUS D'INFORMATIONS

0997242781



UNIS ET RESPONSABLES,
NOUS POUVONS
SAUVER DES VIES.

Thank you for All

BOSS SHIVA PRASSAD

ENSEMBLE, PROTÉGEONS NOTRE COMMUNAUTÉ